

CONSEIL MUNICIPAL DU 17/02/2015

ANNEXES

2015 - 26

REQUALIFICATION ZA CARRE MARIGARDE
AVENANT N°1 A LA CONVENTION RELATIVE A UNE MAITRISE D'OUVRAGE UNIQUE
COMMUNE DE GRASSE/COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

**CONVENTION
ENTRE LE PAYS DE GRASSE ET LA COMMUNE DE
GRASSE**

**REQUALIFICATION DE LA Z.A. DU CARRE-
MARIGARDE**

AVENANT N°1

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de la dite Communauté d'Agglomération, agissant en vertu de la délibération du Conseil Communautaire

D'une part,

ET

La Commune de GRASSE, identifiée sous le numéro de SIRET....., dont le siège social est situé à « », et représentée par agissant au nom et pour le compte de la Commune, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du.....

D'autre part,

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 28 juin 2005, définissant les critères permettant de déclarer d'intérêt communautaire les ZAC.

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 10 décembre 2009, déclarant la zone d'activités du Carré-Marigarde d'intérêt communautaire.

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 30 juin 2011, modifiant les critères de définition et des champs d'application des zones d'activités d'intérêt communautaire.

Vu l'arrêté préfectoral en date du 27 mai 2013, publié le 28 mai 2013 au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Alpes-Maritimes, portant création de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par fusion de la Communauté de communes des Monts d'Azur, la Communauté de communes des Terres de Siagne et la Communauté d'agglomération du Moyen Pays Provençal - Pôle Azur Provence.

Vu l'arrêté préfectoral en date du 17 décembre 2013 portant modification des compétences de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu les délibérations du Conseil de Communauté en date du 5 juillet 2013 et du conseil municipal en date du 4 juillet 2013, précisant les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage unique pour réaliser l'opération de requalification de voiries et des réseaux divers sur la zone d'activités du Carré-Marigarde.

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Par délibération, le conseil de communauté a déclaré d'intérêt communautaire la zone d'activités du Carré-Marigarde. Le Pays de Grasse a donc les compétences concernant les études et les travaux d'aménagements de celle-ci (création, extension et requalification) ainsi que sa commercialisation, sa promotion et sa gestion.

Un projet de requalification et de reorganisation de la zone d'activités est mené sous maîtrise d'ouvrage de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Ce projet relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrages soumis aux dispositions de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

- La communauté d'agglomération du Pays de Grasse, au titre de ses compétences en matière d'aménagements sur les zones d'activités,
- La commune de Grasse, au titre de ses compétences générales et notamment en matière de réseaux « humides » (eaux usées, eau potable et eaux pluviales).

Compte tenu des liens existants entre les travaux et ouvrages relevant de la compétence de chacune des parties, de leur imbrication, et afin de garantir la cohérence et la coordination des interventions, il a été convenu, conformément aux dispositions de l'article 2-II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique, que cette opération serait réalisée par un seul maître d'ouvrage public, en l'occurrence la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, qui agira en tant que « maître d'ouvrage unique de l'opération ».

A ce titre, durant l'année 2014, la communauté d'agglomération a notifié les marchés de travaux relatifs aux trois lots techniques (Travaux de VRD, Aménagements paysagers, Travaux d'éclairage public), dont les montants s'avèrent à ce jour, être en deçà des montants initialement prévus.

En outre, le Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz des Alpes-Maritimes (SDEG) a depuis remis ses études techniques et financières concernant la mise en souterrain du réseau de basse tension et en a précisé le montant.

Ainsi, au regard de l'ensemble de ces éléments, le budget prévisionnel de l'opération est modifié et ramené au montant de 1 529 108,76 € TTC (au lieu de 2 009 280,00 € TTC, initialement prévu).

C'est pourquoi, il convient de conclure un avenant n°1 à la convention initiale visant à modifier les articles 7 et 15 de l'acte initial, correspondant à la répartition du coût de l'opération et aux modalités de financement et de paiement.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de préciser les modifications techniques, administratives et financières liées à la notification des marchés de travaux, l'avancement de ces derniers et aux études menées par le SDEG.

ARTICLE 2 : REPARTITION DU COUT DE L'OPERATION

L'article 7 de la convention initiale est modifié comme suit :

En date du 18 mars 2014, la communauté d'agglomération du Pays de Grasse a notifié les marchés de travaux des trois lots techniques pour un montant total de 1 234 638,40 € HT, soit 1 481 566,08 € TTC.

En date du 17 novembre 2014, le Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz des Alpes-Maritimes (SDEG) a remis ses études techniques et financières concernant la mise en souterrain du réseau de basse tension. L'enveloppe prévisionnelle, hors subventions, est estimée à 25 382,79 € HT, soit 30 459,35 € TTC.

Dans le cadre du déroulement des opérations de travaux, certaines prestations doivent être réalisées directement par les concessionnaires. Notamment, pour les réseaux de téléphonie avec Orange et d'alimentation en eaux potables avec La Lyonnaise des Eaux. Le coût de ces travaux se décompose de la manière suivante :

- Orange : 2 083,33 € TTC
- La Lyonnaise des Eaux : 15 000 € TTC

L'enveloppe de prix prévisionnelle globale affectée par le maître d'ouvrage aux travaux est estimée à :

- Marchés travaux : 1 481 566,08 € TTC
- Travaux SDEG : 30 459,35 € TTC
- Travaux concessionnaires : 17 083,33 € TTC
- Montant total : 1 529 108,76 € TTC

En vertu de l'enveloppe financière prévisionnelle définie et arrêtée par chacune des parties signataires, la répartition du coût de l'opération est la suivante :

	Pays de Grasse		Commune de Grasse		
	Terrassements, génie civil, VRD	Espaces verts	Alimentation eau potable	Eaux usées	Eaux pluviales
Montant € HT	971 086,52	57 962,40	83 413,70	87 244,50	74 897,40
TVA	193 800,64	11 592,48	16 682,74	17 448,90	14 979,48
Total € TTC	1 164 887,16	69 554,88	100 096,44	104 693,40	89 876,88
Total € TTC	1 234 442,04		294 666,72		
Total global € TTC	1 529 108,76				

Un avenant interviendra en cours d'opération et après délibérations concordantes des organes délibérants de la commune de Grasse et de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, si la valeur des ouvrages remis à la commune de Grasse est différente de celle calculée en début d'opération. Il pourra notamment s'agir des augmentations dues aux actualisations de prix touchant les marchés de travaux passés dans le cadre de la présente convention.

La participation définitive de la commune de Grasse sera calculée sur le montant réel toutes taxes comprises des travaux et prestations réalisés pour son compte.

Dans la mesure où les travaux relatifs aux réseaux d'eau, d'assainissement et d'eaux pluviales contribuent à optimiser leur fonctionnement et à l'amélioration du service sur la zone d'activités, un fonds de concours pourra être établi par la communauté d'agglomération au bénéfice de la commune de Grasse.

ARTICLE 3 : MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

L'article 15 de la convention initiale est modifié comme suit :

Chaque maître d'ouvrage assurera le financement des ouvrages relevant de sa compétence et destinés à lui être remis tels que visés à l'article 2 du présent avenant et inscrira à cet effet, les crédits nécessaires à son budget.

En tant que maître d'ouvrage unique, la communauté d'agglomération du Pays de Grasse avancera les frais engendrés. Le remboursement se fera par émission d'un titre de recette dans un délai de 45 jours après la réception des travaux.

Concernant le financement des travaux réalisés par le SDEG, la commune de Grasse avancera les frais engendrés car elle seule adhère au Syndicat. Le remboursement se fera par émission d'un titre de recette dans un délai de 45 jours après la réception des travaux.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les autres dispositions et clauses de la convention demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant prendra effet à compter de la date de signature des deux parties.

La présente convention est établie en deux exemplaires,

Fait à Grasse, le

Pour la Commune de Grasse,

**Pour le Pays de Grasse,
Le Président,**

Jérôme VIAUD.

Liste des annexes

Annexe 1 – D.D.E.D. des entreprises retenues

Annexe 2 – Devis estimatif des travaux de mise en souterrain par le SDEG

PROJET

**CONVENTION
ENTRE LE PAYS DE GRASSE ET LA COMMUNE DE
GRASSE**

**REQUALIFICATION DE LA Z.A. DU CARRE-
MARIGARDE**

AVENANT N°1

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de la dite Communauté d'Agglomération, agissant en vertu de la délibération du Conseil Communautaire

D'une part,

ET

La Commune de GRASSE, identifiée sous le numéro de SIRET....., dont le siège social est situé à « », et représentée par agissant au nom et pour le compte de la Commune, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du.....

D'autre part,

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 28 juin 2005, définissant les critères permettant de déclarer d'intérêt communautaire les ZAC.

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 10 décembre 2009, déclarant la zone d'activités du Carré-Marigarde d'intérêt communautaire.

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 30 juin 2011, modifiant les critères de définition et des champs d'application des zones d'activités d'intérêt communautaire.

Vu l'arrêté préfectoral en date du 27 mai 2013, publié le 28 mai 2013 au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Alpes-Maritimes, portant création de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse par fusion de la Communauté de communes des Monts d'Azur, la Communauté de communes des Terres de Siagne et la Communauté d'agglomération du Moyen Pays Provençal - Pôle Azur Provence.

Vu l'arrêté préfectoral en date du 17 décembre 2013 portant modification des compétences de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 5 juillet 2013 et du conseil municipal en date du 4 juillet 2013, précisant les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage unique pour réaliser l'opération de requalification de voiries et des réseaux divers sur la zone d'activités du Carré-Marigarde.

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Par délibération, le conseil de communauté a déclaré d'intérêt communautaire la zone d'activités du Carré-Marigarde. Le Pays de Grasse a donc les compétences concernant les études et les travaux d'aménagements de celle-ci (création, extension et requalification) ainsi que sa commercialisation, sa promotion et sa gestion.

Un projet de requalification et de réorganisation de la zone d'activités est mené sous maîtrise d'ouvrage de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Ce projet relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrages soumis aux dispositions de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée :

- La communauté d'agglomération du Pays de Grasse, au titre de ses compétences en matière d'aménagements sur les zones d'activités,
- La commune de Grasse, au titre de ses compétences générales et notamment en matière de réseaux « humides » (eaux usées, eau potable et eaux pluviales).

Compte tenu des liens existants entre les travaux et ouvrages relevant de la compétence de chacune des parties, de leur imbrication, et afin de garantir la cohérence et la coordination des interventions, il a été convenu, conformément aux dispositions de l'article 2-II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique, que cette opération serait réalisée par un seul maître d'ouvrage public, en l'occurrence la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, qui agira en tant que « maître d'ouvrage unique de l'opération ».

A ce titre, durant l'année 2014, la communauté d'agglomération a notifié les marchés de travaux relatifs aux trois lots techniques (Travaux de VRD, Aménagements paysagers, Travaux d'éclairage public), dont les montants s'avèrent à ce jour, être en deçà des montants initialement prévus.

En outre, le Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz des Alpes-Maritimes (SDEG) a depuis remis ses études techniques et financières concernant la mise en souterrain du réseau de basse tension et en a précisé le montant.

Ainsi, au regard de l'ensemble de ces éléments, le budget prévisionnel de l'opération est modifié et ramené au montant de 1 529 108,76 € TTC (au lieu de 2 009 280,00 € TTC, initialement prévu).

C'est pourquoi, il convient de conclure un avenant n°1 à la convention initiale visant à modifier les articles 7 et 15 de l'acte initial, correspondant à la répartition du coût de l'opération et aux modalités de financement et de paiement.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de préciser les modifications techniques, administratives et financières liées à la notification des marchés de travaux, l'avancement de ces derniers et aux études menées par le SDEG.

ARTICLE 2 : REPARTITION DU COUT DE L'OPERATION

L'article 7 de la convention initiale est modifié comme suit :

En date du 18 mars 2014, la communauté d'agglomération du Pays de Grasse a notifié les marchés de travaux des trois lots techniques pour un montant total de 1 234 638,40 € HT, soit 1 481 566,08 € TTC.

En date du 17 novembre 2014, le Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz des Alpes-Maritimes (SDEG) a remis ses études techniques et financières concernant la mise en souterrain du réseau de basse tension. L'enveloppe prévisionnelle, hors subventions, est estimée à 25 382,79 € HT, soit 30 459,35 € TTC.

Dans le cadre du déroulement des opérations de travaux, certaines prestations doivent être réalisées directement par les concessionnaires. Notamment, pour les réseaux de téléphonie avec Orange et d'alimentation en eaux potables avec La Lyonnaise des Eaux. Le coût de ces travaux se décompose de la manière suivante :

- Orange : 2 083,33 € TTC
- La Lyonnaise des Eaux : 15 000 € TTC

L'enveloppe de prix prévisionnelle globale affectée par le maître d'ouvrage aux travaux est estimée à :

- Marchés travaux : 1 481 566,08 € TTC
- Travaux SDEG : 30 459,35 € TTC
- Travaux concessionnaires : 17 083,33 € TTC
- Montant total : 1 529 108,76 € TTC

En vertu de l'enveloppe financière prévisionnelle définie et arrêtée par chacune des parties signataires, la répartition du coût de l'opération est la suivante :

	Pays de Grasse		Commune de Grasse		
	Terrassements, génie civil, VRD	Espaces verts	Alimentation eau potable	Eaux usées	Eaux pluviales
Montant € HT	971 086,52	57 962,40	83 413,70	87 244,50	74 897,40
TVA	193 800,64	11 592,48	16 682,74	17 448,90	14 979,48
Total € TTC	1 164 887,16	69 554,88	100 096,44	104 693,40	89 876,88
Total € TTC	1 234 442,04		294 666,72		
Total global € TTC	1 529 108,76				

Un avenant interviendra en cours d'opération et après délibérations concordantes des organes délibérants de la commune de Grasse et de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, si la valeur des ouvrages remis à la commune de Grasse est différente de celle calculée en début d'opération. Il pourra notamment s'agir des augmentations dues aux actualisations de prix touchant les marchés de travaux passés dans le cadre de la présente convention.

La participation définitive de la commune de Grasse sera calculée sur le montant réel toutes taxes comprises des travaux et prestations réalisés pour son compte.

Dans la mesure où les travaux relatifs aux réseaux d'eau, d'assainissement et d'eaux pluviales contribuent à optimiser leur fonctionnement et à l'amélioration du service sur la zone d'activités, un fonds de concours pourra être établi par la communauté d'agglomération au bénéfice de la commune de Grasse.

ARTICLE 3 : MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

L'article 15 de la convention initiale est modifié comme suit :

Chaque maître d'ouvrage assurera le financement des ouvrages relevant de sa compétence et destinés à lui être remis tels que visés à l'article 2 du présent avenant et inscrira à cet effet, les crédits nécessaires à son budget.

En tant que maître d'ouvrage unique, la communauté d'agglomération du Pays de Grasse avancera les frais engendrés. Le remboursement se fera par émission d'un titre de recette dans un délai de 45 jours après la réception des travaux.

Concernant le financement des travaux réalisés par le SDEG, la commune de Grasse avancera les frais engendrés car elle seule adhère au Syndicat. Le remboursement se fera par émission d'un titre de recette dans un délai de 45 jours après la réception des travaux.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les autres dispositions et clauses de la convention demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant prendra effet à compter de la date de signature des deux parties.

La présente convention est établie en deux exemplaires,

Fait à Grasse, le

Pour la Commune de Grasse,

**Pour le Pays de Grasse,
Le Président,**

Jérôme VIAUD.

Liste des annexes

Annexe 1 – D.D.E.D. des entreprises retenues

Annexe 2 – Devis estimatif des travaux de mise en souterrain par le SDEG